

PREFECTURE DE LA GUADELOUPE

SECRETARIAT GENERAL
Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation
Bureau de l'Urbanisme,
de l'Environnement et du Cadre de Vie

N° 2008-

279

AD/1/4

ARRETE

**PORTANT CRÉATION DE SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE AUTOUR DU CASIER DE
L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX
SISE LIEU-DIT « L'ESPERANCE » SUR LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNE DE SAINTE-ROSE**

LE PREFET DE LA GUADELOUPE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, titre Ier du livre V, et notamment son article L. 515-12 ;

VU le code de l'environnement, partie réglementaire, titre 1^{er} du livre V, et notamment les articles R. 515-24 à R. 515-31 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de " déchets non dangereux ", et notamment son article 9 ;

VU la demande présentée le 31 octobre 2006 par la société ECOPOLE DE L'ESPERANCE en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique autour du projet d'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « L'Esperance » sur le territoire de la commune de SAINTE-ROSE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2096 AD/1/4 en date du 14 décembre 2006 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 5 janvier 2007 au 5 février 2007 inclus sur le territoire de la commune de Sainte-Rose ;

VU la décision en date du 14 novembre 2006 du président du tribunal administratif de Basse-Terre portant désignation d'une commission d'enquête ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle la commission d'enquête, a procédé du 5 janvier 2007 au 5 février 2007 et l'avis favorable émis sans réserve ou observations concernant les servitudes ;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de SAINTE-ROSE en date du 15 février 2007, n'émettant pas d'avis sur la mise en place des servitudes ;

VU les avis favorables de la direction départementale de l'équipement sur la demande d'institution de servitudes d'utilité publique du 27 novembre 2007 et du 16 avril 2007 ;

VU les avis favorables du service interministériel de défense et de protection civile sur la demande d'institution de servitudes d'utilité publique du 23 novembre 2006 et du 5 avril 2007 ;

VU le rapport en date du 28 novembre 2006 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le rapport en date du 23 avril 2007 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 15 mai 2007 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

CONSIDERANT que, en vertu de l'article L. 515-12 du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées sur une bande de 200 mètres autour de la zone de stockage de déchets non dangereux ;

CONSIDERANT que la création de l'installation de stockage de déchets non dangereux, pour une durée de 20 ans, située au lieu-dit « l'Esperance » sur le territoire de la commune de SAINTE-ROSE n'est envisageable que si l'exploitant possède soit la maîtrise foncière sur une bande de 200 mètres autour du futur casier, soit des servitudes permettent d'apporter des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers ;

CONSIDERANT que, dans un rayon de 200 mètres autour du futur casier de l'installation de stockage de déchets non dangereux se trouvent des parcelles dont la société ECOPOLE DE L'ESPERANCE ne possède pas la maîtrise foncière ; que par conséquent l'instauration de telles servitudes dans le cas présent revêt un caractère d'utilité publique ;

CONSIDERANT dans ces circonstances qu'il convient d'arrêter un projet de servitudes d'utilité publique sur le site du projet d'installation de stockage de déchets non dangereux afin de garantir dans le temps que l'utilisation de la zone de 200 m autour de la zone à exploiter restera conforme aux exigences qu'imposent la protection de l'environnement et la santé publique ;

CONSIDERANT que des servitudes devront être en place sur une durée suffisante pour protéger les intérêts visés à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions des articles R. 515-24 et R. 515-25 susvisés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1

Des servitudes d'utilité publique sont instaurées, conformément aux dispositions des articles R. 515-24 et R. 515-25 susvisés, sur les parcelles situées dans un rayon de 200 mètres autour de la zone d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « l'Esperance » sur le territoire de la commune de SAINTE-ROSE.

Article 1-1 PERIMETRE RETENU

Le périmètre d'application des servitudes est reporté sur le plan en annexe au présent arrêté. Il concerne les parcelles cadastrées suivantes, pour une superficie totale de superficie de 29 ha 72 a 48 ca (297 248 m²) :

Commune	Section	Parcelles	Adresse	Surface Concernée par les servitudes générales	Parcelle concernée par les servitudes n° 2 décrites à l'article 1-2
Sainte-Rose	AK	180	l'Espérance	92 a 12 ca	+
Sainte-Rose	AK	181	l'Espérance	3 ha 63 a 60 ca	+
Sainte – Rose	AK	182	l'Espérance	73 a 52 ca	+
Sainte-Rose	AK	183	l'Espérance	1 ha 10 a 67 ca	+
Sainte-Rose	AK	184	l'Espérance	1 ha 10 a 46 ca	
Sainte-Rose	AK	185	l'Espérance	95 a 33 ca	
Sainte-Rose	AK	186	l'Espérance	1 ha 72 a 08 ca	+
Sainte – Rose	AK	204	l'Espérance	69 a 77 ca	+
Sainte – Rose	AK	205	l'Espérance	7 a 85 ca	
Sainte-Rose	AK	216	l'Espérance	3 a 70 ca	
Sainte – Rose	AK	217	l'Espérance	1 ha 27 a 18 ca	
Sainte-Rose	AK	219	l'Espérance	1 a 86 ca	
Sainte – Rose	AK	220	l'Espérance	1 ha 77 a 18 ca	+
Sainte – Rose	AK	221	l'Espérance	98 a 90 ca	+
Sainte – Rose	AK	222	l'Espérance	2 ha 67 a 19 ca	+
Sainte – Rose	AK	223	l'Espérance	55 a 06 ca	
Sainte – Rose	AK	224	l'Espérance	1 ha 60 a 06 ca	+
Sainte-Rose	AK	225	l'Espérance	2 ha 90 a 31 ca	+
Sainte – Rose	AK	226	l'Espérance	2 ha 34 a 30 ca	+
Sainte – Rose	AK	227	l'Espérance	19 a 60 ca	
Sainte-Rose	AK	229	l'Espérance	1 ha 16 a 72 ca	+
Sainte-Rose	AK	238	l'Espérance	1 a 64 ca	
Sainte-Rose	AK	240	l'Espérance	77 a 22 ca	
Sainte – Rose	AK	283	l'Espérance	7 a 83 ca	
Sainte-Rose	AK	284	l'Espérance	61 a 93 ca	
Sainte-Rose	BO	62	Jobeti	58 a 70 ca	
Sainte – Rose	BO	65	Jobeti	92 a 91 ca	
Sainte-Rose	BO	69	Jobeti	24 a 79 ca	

Article 1-2 TYPE DE SERVITUDES RETENUES :

Ces servitudes sont proposées dans le cadre des dispositions prévues par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement. Elles sont instituées pour une durée de 50 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral autorisant la mise en exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Cette période couvre la durée de vie prévisionnelle de l'installation de stockage (20 ans) et la durée de suivi post exploitation (30 ans).

Elles concernent l'utilisation du sol.

Servitude n° 1 portant sur l'ensemble des parcelles concernées par la bande d'isolement des 200 mètres :

- Interdiction d'implantation de constructions à usage d'habitation et d'aménagement des terrains de camping ou d'aires de stationnement de caravanes et plus généralement d'aménagements destinés à des activités sportives ou de loisirs, et d'établissements recevant du public ;
- Les constructions actuellement autorisées dans le cadre du plan d'occupation des sols, qui ne sont pas à usage d'habitation, le resteront sous réserve que ces dernières n'engendrent pas de risques supplémentaires, liés à l'incendie ou à l'explosion, pouvant affecter l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Servitude n° 2 portant sur une bande d'isolement de 5 mètres en périphérie de la zone d'exploitation :

- Interdiction de tout usage du sol. L'exploitant de l'installation de stockage dispose d'un droit d'accès afin de procéder aux opérations de débroussaillage nécessaires à la prévention des risques d'incendie.

ARTICLE 3

En application de l'article L. 515-11 du code de l'environnement, si l'instauration des servitudes entraîne un préjudice direct, matériel et certain, elle ouvre droit à une indemnité au profit des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société ECOPOLE DE L'ESPERANCE dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté. À défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation.

ARTICLE 4

Une copie du présent arrêté est affichée à la mairie de STE-ROSE pendant une durée d'un mois.

L'accomplissement de cette formalité est attesté par un procès-verbal dressé par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 5

La présente décision ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative de BASSE-TERRE. Le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée et pour les tiers à compter de l'affichage de la décision.

ARTICLE 6

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de SAINTE-ROSE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le directeur départemental de l'équipement, le service interministériel de défense et de protection civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié au pétitionnaire et à chacun des propriétaires, des titulaires de droits réels ou de leurs ayants droits, au fur et à mesure qu'ils sont connus.

Fait à BASSE-TERRE, le 10 AVR. 2008

Le Préfet,



Emmanuel BERTHIER

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau de l'Urbanisme,
de l'Environnement et du Cadre de Vie




Nadia ROSEAU

PLAN DU PERIMETRE D'APPLICATION DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

